

La Gazette des Comores

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4318 - Vendredi 17 Février 2023 - Prix : 200 Fc

TOURISME/BATEAU DE CROISIÈRE :

1040 touristes européens ont passé la journée à Moroni



Le retour des Comores sur le marché des croisières. Ce jeudi 16 février 2023, le grand bateau de croisière MS ARTANIA a mouillé au port de Moroni avec 1040 touristes à bord. 870 sont descendus pour visiter la capitale, et autres lieux à savoir Itsandra et Mitsamiouli. Une opportunité pour ces touristes de découvrir l'archipel des Comores, sa culture et ses traditions. Un accueil chaleureux leur a été réservé depuis le port jusqu'aux endroits visités.

ARTANIA sur le quai du port de Moroni avec 1040 touristes à bord dont la plupart sont des Allemands. Ces derniers ont passé la journée dans la capitale, puis Itsandra et Mitsamiouli. Une opportunité pour ces touristes de découvrir l'archipel, sa culture et ses traditions. Selon la direction de l'office national du tourisme, il s'agit d'un événement promoteur qui suit le Plan Comores Emergent dans le secteur du tourisme, ainsi que le plan de relance CPAD 2022-2026.

L'office national du tourisme, la compagnie des ports et les croisiéristes, ont accueilli ce jeudi matin le navire de croisière

LIRE SUITE PAGE 3

25 Rajab 1444

Prières aux heures officielles
Du 16 au 20 Février 2023

Lever du soleil:

05h 57mn

Coucher du soleil:

18h 40mn

Fadjr : 04h 44mn

Dhouhr : 12h 22mn

Ansr : 15h 55mn

Maghrib : 18h 43mn

Incha : 19h 57mn



INSCRIPTION DANS LES UNIVERSITÉS SAOUDIENNES :

Des étudiants comoriens formés sur les modalités d'inscription

Considérant que le Royaume d'Arabie Saoudite offre à tous les étudiants du monde la possibilité d'étudier dans ses prestigieuses universités, et dans le but d'encourager autant que possible les étudiants comoriens à s'inscrire dans ses diverses universités, l'Ambassade d'Arabie Saoudite à Moroni a formé lundi dernier un groupe d'étudiants sur la nouvelle méthode d'inscription.

Sous les auspices de l'ambassadeur de l'Arabie Saoudite à Moroni Dr. Atallah Zayed bin Al Zayed, l'ambassade a organisé une session de formation avec un groupe d'étudiants comoriens souhaitant s'inscrire dans différentes universités saoudiennes. Le professeur Youssef Al-Harbi, un employé de l'ambassade, a déclaré que le but de la session est d'expliquer à ces étudiants la nouvelle plateforme et comment s'inscrire dans les univer-

sités saoudiennes qui sont sur cette plateforme électronique. Notant qu'il y a 22 universités saoudiennes dans cette nouvelle plate-forme, accessible à tous les étudiants comoriens dans de nombreuses disciplines et à différents niveaux d'études, comme Licence, Master et Doctorat. « Les disciplines disponibles ne se limitent pas aux seules sciences religieuses et à la loi islamique, mais il existe aussi des disciplines scientifiques et littéraires accessibles », explique-t-il.

Selon lui, un étudiant remplissant les conditions d'inscription dans les universités saoudiennes peut demander une bourse gratuite pour la durée de ses études en Arabie saoudite. A noter que toutes les conditions d'obtention de la bourse sont disponibles dans la nouvelle plateforme électronique. « Nous espérons que le plus grand nombre possible d'étudiants comoriens s'inscriront dans les universités saou-

diennes, car le Royaume d'Arabie Saoudite offre à tous les étudiants du monde entier la possibilité d'étudier dans ses universités distinguées, et les universités saoudiennes sont prêtes à recevoir tous les étudiants dans de nombreuses disciplines », souligne-t-il. L'étudiant peut accéder à la nouvelle plateforme pour connaître les conditions et comment postuler via le lien spécial de la plateforme en ligne (<https://studyinsaudi.moe.gov.sa>).

Il convient de noter qu'étudier au Royaume d'Arabie saoudite présente de nombreux avantages, notamment la qualité de l'enseignement qui reflète la renaissance scientifique en cours dans le Royaume, car de nombreuses universités saoudiennes figurent parmi les 200 meilleures universités du monde et la recherche scientifique aussi, car les universités saoudiennes ont des centres de recherche avancés. « Parmi ces avantages, il y a les "soins



distingués", car le Royaume d'Arabie saoudite fournit des soins distingués aux étudiants internationaux, en plus d'une culture riche et diversifiée, étant donné que des étudiants de plus de 170 pays du monde étudient dans des universités saoudiennes, en plus à la bourse gratuite, dans laquelle l'étudiant bénéficie de

tous les avantages avec une exemption complète d'aucun engagement financier », précise-t-il. Il est à noter qu'il y a 22 universités saoudiennes présentes sur la nouvelle plateforme électronique disponible à l'inscription.

Ibnou M. Abdou

MIRAJ :

Le jeûne du Miraj est prévu ce dimanche

Aux Comores, le jeûne communément appelé "Swaha Mwedja" sera observé dimanche prochain, alors que le Miraj, l'ascension du prophète vers les cieux sera célébrée la nuit du samedi à dimanche, selon le calendrier lunaire. A moins de trois jours de cette tradition, les prix des produits alimentaires ont flambé dans le pays.

Le Miraj (« échelle, ascension »ndlr), est le moment où, selon la tradition musulmane, le prophète Mohamed

serait monté aux cieux en compagnie de l'ange Djibril (Gabriel) sur une monture appelée Bouraq. Il s'agit d'un voyage nocturne du prophète de la Mecque jusqu'à la mosquée de Jérusalem puis au paradis. En Union des Comores, le Miraj sera célébrée la nuit du samedi 18 février à dimanche, alors que le jeûne se fera le dimanche 19 février sur l'ensemble du territoire.

A deux jours de cette tradition purement comorienne, les prix des produits locaux et importés ont fortement flambé. Certains marchands du grand marché de la capi-

tale, justifient la hausse des produits locaux par celle des produits importés. Madame Moinaecha Ali Mhadji n'en croit pas ses yeux. « Dans les deux marchés deux fruits à pain coûtent 1500 à 1750 FC, alors que quatre maniocs sont vendus à 2000 FC. On tiendra cette situation jusqu'à quand ? », se demande-t-elle. Saïd Nassur, un restaurateur de la place dit ne pas comprendre le rôle du service des prix qui n'arrive pas à faire son travail. « On voit des notes qui circulent chaque jour fixant les prix de certains produits. Pourquoi ils ne

sont pas respectés », s'interroge-t-il.

Du côté des vendeuses, elles justifient ces prix par la cherté des produits carnés. « Si nous vendons nos denrées locales à des prix élevés, c'est parce que les ailes de poulet, la viande et le poisson sont chers. Nous vendons nos produits pour pouvoir acheter des produits importés. Et si je vends mes coco sec et fruits à pain à ce prix que vous jugez trop cher, c'est pour acheter un kg d'ailes de poulet à mon tour », rétorque Maman Asnane Mbaraka. Et d'ajouter : «

Les ailes de poulet coutent 1500 à 1750 le kg. La hausse des prix de ces produits est liée à sa rareté ». Un autre vendeur appelle les opérateurs économiques d'importer plus afin d'éviter une crise au mois de ramadan. Quant à la hausse des prix des produits locaux, Saïd Nassur laisse entendre que « c'est normal car nous avons déserté les champs. Ces vendeuses achètent et revendent par la suite », souligne-t-il.

Ibnou M. Abdou

CONSOMMATION

Rien n'arrête la flambée des prix de produits locaux

Les nouvelles sont moins bonnes dans les principaux marchés de la capitale à quelques jours du jeûne de Miraj. Les prix des denrées alimentaires, notamment les produits locaux, ne cessent d'augmenter atteignant un niveau record ces derniers jours. A Volo-Volo, les vendeurs des aliments locaux rejettent la faute à la spé-

culatation des produits alimentaires importés.

Cette année, la table pour la rupture du jeûne du Miraj risque certainement d'être moins garnie que l'année dernière marquée par la crise sanitaire et les mesures des restrictions qui en suivaient. L'inflation est passée par là.

Dans les deux principaux marchés de la capitale, le panier composé de deux petits fruits à pain, une main de banane, un kilo de ton, deux cocos secs et des condiments. Le prix de ces produits agricoles locaux explose. A raison de deux petits fruits à pain pour 2000 fc, une main de banane à 2000 fc également, un kilo de ton pour 2500fc et 1000fc pour des condiments. Au total, ce panier d'un seul ménage lui revient à 8000fc. La flambée des prix des produits de grande consommation massivement importés a certainement eu des répercussions sur l'augmentation des prix des produits cultivés sur place.

« Si aujourd'hui, je vends mes bananes, mes maniocs et les fruits à pain à prix fort, c'est pour me permettre à mon tour de m'acheter un kilo d'ailes de poulet et de viande de bœuf, si l'on en trouve d'ailleurs »,

a expliqué maman Zabibou rencontrée à Volo-volo assise devant les produits qu'elle vend. D'après cette septuagénaire, elle achète cher les produits qu'elle vend chez un agriculteur qui l'approvisionne. « Je dois également faire des marges. Car on ne peut me vendre un régime de banane pour 12000 fc, voir 15000fc et venir le céder à perte. Alors c'est cette activité qui me permet de subvenir aux besoins de ma famille », a-t-elle ajouté l'air en colère.

Pour Zalifa Mmadi, si nos produits agricoles coûtent plus cher que les mêmes produits importés, c'est parce que les champs sont désertés par tout le monde. « Je vous invite de faire un tour ne serait-ce que dans votre région. Vous verrez sûrement qu'il ne manquera pas des parcelles non cultivées. Alors que les mains pour cultiver ne manquent pas », a-

t-elle fait savoir. Au-delà de cette hausse incontrôlée, c'est l'insuffisance des produits carnés qui alerte plus d'un.

« Ce qui m'inquiète le plus, ce n'est pas la journée du jeûne de Miraj bien qu'on consomme beaucoup mais c'est plutôt le mois de ramadan qui se profile avec cette inflation qui semble être inflexible et les produits carnés qui se font de plus en plus rares », s'inquiète Mze Hamadi boucher à volo-volo, adossé contre la table où il a exposé la viande fraîche de bœuf.

« Voyez vous-même que la quantité d'ailes de poulet et de viande surgelée est insuffisante. Si d'ici peu l'on n'est pas approvisionné en produits carnés, on risque de se retrouver en rupture de stock durant le mois de ramadan », a-t-il alerté.

Maoulida Mbaé



TOURISME/BATEAU DE CROISIÈRE :

1040 touristes européens ont passé la journée à Moroni

Suite de la page 1

« Ce bateau c'est quand même le fruit d'efforts qui ont été fournis ces temps-ci. Sachant que ça fait beaucoup d'années qu'on n'a pas connu ce genre d'activités aux Comores, c'est-à-dire le tourisme de croisière. Et cela est dû à beaucoup de facteurs dont le problème de sécurité portuaire. Il y avait des choses qui devraient être améliorées, ainsi que l'environnement par rapport à tout ce qui se passe. Donc, heureusement avec les efforts

de l'office de tourisme et les îles vanilles dont nous sommes membres, avec le soutien des grosses compagnies qui gèrent les croisières ainsi que d'autres partenaires, nous avons fait un travail colossal ces dernières années, pour pouvoir remettre le pays dans le circuit de l'itinéraire des croisières », avance Rachid Mohamed, le directeur de l'office national du tourisme.

Après 20 ans sans voir un bateau de croisière dans nos eaux, le directeur de l'ONTC montre que celle

d'aujourd'hui sonnait comme un test. « Nous avons fait ce qu'il fallait pour accueillir ces touristes, c'est quand même énorme. Les 870 qui sont descendus, ont pu visiter la capitale Moroni, Itsandra et Mitsamiouli. Ce qui est frappant, ils ont préféré aller tout seul sans guide, sans personne dans les rue de Moroni et sa médina. On leur a demandé pourquoi, ils ont répondu qu'ils n'ont rien à craindre. Parce que nous savons que la paix et la sécurité règnent dans le pays, donc on ne craint rien. A notre âge, on sait

que rien ne va pas nous arriver. Laisse nous découvrir un peu la ville, marché parler avec la population avoir un contact direct avec », montre-t-il. Et d'ajouter : « Donc, la majorité d'entre eux ont préféré s'aventurer en ville sans guide. Pour une première, on peut s'en féliciter. Espérons que les prochaines croisières, rapporteront plus, notamment à nos artisans qui peuvent vendre leurs produits. Un autre bateau est prévu en avril prochain, en plein mois de ramadan (7 avril Ngazidja et le 8 avril Anjouan).

Et un autre à Mohéli » conclut-il. On peut toutefois déplorer l'insalubrité de la ville, car de la sortie du port jusqu'au centre de la médina en longeant le long du littoral, c'est un spectacle désolant d'ordures et de pollution qui s'offre à ces visiteurs. Il suffit de s'arrêter une minute aux abords du petit port des pêcheurs jusqu'à la baie de Kalaweni pour s'en convaincre. Et ce n'est pas très beau à voir comme image pour un touriste de passage !

Nassuf Ben Amad

SANTÉ PUBLIQUE :

Vers la validation de la politique nationale des laboratoires 2023-2033

Elaborés par le ministère de la santé et l'Oms, la première politique nationale des laboratoires 2023-2033 et le plan stratégique 2023-2027 devraient être bientôt validés. Cette étape permettra de concrétiser le projet de création d'un laboratoire de santé publique.

Le ministère de la santé en collaboration avec l'OMS a organisé mercredi 15 février dernier un atelier national de validation de la première politique nationale des laboratoires 2023-2033 et le plan stratégique 2023-2027, élaborés par les deux parties prenantes. Cet évènement a vu la présence des acteurs clés du secteur de la santé. Les travaux d'élaboration ont débuté en 2019 sous le leadership du ministère de la santé. Ces documents constituent des outils indispensables de tout système de santé. Dans son intervention, le représentant du représentant de l'Oms Dr Ahamada Msa Mlipva a rappelé que la survenue de la pandé-

mie de Covid-19, en début 2020 a surpris tous les pays qui n'étaient pas forcément prêts à assurer une réponse efficace à cause de l'insuffisance dans la chaîne diagnostique. « C'est pourquoi les autorités sanitaires ont jugé utile de procéder à une mise à jour du document existant afin de prendre en compte toute la dimension de la préparation et la réponse aux urgences sanitaires », souligne-t-il.

Il a précisé que les laboratoires sont essentiels et fondamentaux en tant que partie intégrante des systèmes de santé. Ils contribuent aux objectifs sanitaires des pays pour promouvoir la santé sachant que des résultats de qualité issus des investigations de laboratoires sont cruciaux dans la prise des décisions sur tous les aspects des services de santé ainsi que la prévention et le contrôle des maladies. L'atteinte des objectifs sanitaires, notamment ceux du Règlement sanitaire international (2005), passe par une bonne politique nationale des laboratoires.



Les autorités sanitaires doivent garantir en permanence son organisation, ses ressources, son bon fonctionnement avec efficacité, qualité et sécurité d'emploi. « La réussite d'une bonne politique de santé repose sur la présence effective dans les structures sanitaires des services de laboratoires de qualité, efficaces, proposant un coût abordable et utilisés rationnellement. C'est pourquoi, le caractère multidisciplinaire des experts qui ont pris part aux travaux, est un gage de qualité des résultats attendus, qui seront ensuite transmis

aux hautes autorités nationales et qui, à leur tour, devront permettre de disposer des outils essentiels en vue d'améliorer de façon continue, la disponibilité des diagnostics de laboratoire de santé de qualité au niveau de toutes les structures sanitaires de l'Union des Comores », montre-t-il.

De son côté, le secrétaire adjoint du ministère de la santé Ahmed Mohamed précise que le laboratoire constitue un pilier incontournable sur le dépistage, le diagnostic, le contrôle, la surveillance de la mal-

adie et de la riposte, or depuis très longtemps le laboratoire suscite peu d'attention dans nombreux pays d'Afrique. « L'atelier de validation de ces documents témoigne l'engagement du pays à s'aligner aux stratégies régionales. Comme vous pouvez le constater, la vision actuelle du gouvernement impose une amélioration rapide du système de santé en général, pour faciliter l'Assurance Maladie Généralisée (AMG), afin d'atteindre une couverture sanitaire universelle (CSU). La mise en œuvre du plan stratégique de la politique nationale des laboratoires permettra de renforcer l'offre de soins de santé primaire et parvenir à cet objectif », rétorque-t-il. La validation des documents permettra de concrétiser la création d'un laboratoire de santé publique. Les deux parties prenantes attendent beaucoup de ces travaux et restent confiantes qu'une méthodologie participative et inclusive sera adoptée.

Andjouza Abouheir

FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ À PARTIR DU PARC DE DAHU

Tests réussis sur une zone de couverture plus large

La centrale photovoltaïque de Foubouni a réussi à alimenter en toute autonomie, le réseau électrique partant de Vouvouni à la mini-centrale de Mitsamiouli en passant par le sud de l'île de Ngazidja. Les résultats de ce premier essai sont concluants, à en croire Amir Mohamed technicien du parc selon qui la centrale est capable d'injecter la puissance suffisante là où la SONELEC leur fera la demande.

C'est le mardi 14 février qu'ont débuté les tests d'injection dans un réseau électrique plus large, après la fin lundi 13 février des travaux d'extension ainsi et des paramétrages. « Les tests sont concluants », s'est réjoui Amir Mohamed technicien du parc, tout en montrant qu'ils ont pu prendre une large zone sans les centrales de la SONELEC. « A l'heure où je vous parle, nous avons pris depuis

Madjidjou (Vouvouni) en passant par le sud vers le nord jusqu'à la microcentrale de la SONELEC qui se situe à Mitsamiouli », a-t-il précisé.

Parmi les avantages de cette

extension, d'après-lui, il y a l'augmentation de la capacité de stockage qui était avant de 1,8 méga et en ce moment elle atteint 7 mégawatt. « Actuellement en termes de puissance, cette partie injectée est à

2,5MW/H. On est en train de voir ceux qui gèrent le réseau de Mitsamiouli pour augmenter un peu jusqu'à Mitsamiouli ville », a-t-il fait savoir. « Comme je vous l'avais expliqué la dernière fois, notre contrat ne nous autorise pas à injecter au-delà de 3,100 MW/H sur le réseau. Donc même si on pourrait aller au-delà de 3MW/H mais le contrat nous limite à la fourchette convenue », a-t-il ajouté.

Et de poursuivre : « Les résultats sont donc concluants dans la mesure où nous pouvons injecter les 3 mégas indépendamment de la SONELEC. La seule contrainte sur cette formule est que, quand il n'y a pas assez d'ensoleillement, on pourrait tenir jusqu'à 4h de temps seulement. Sauf si on déleste une partie, cela pourrait nous permettre d'aller au-delà des 4h sans soleil et en fonction de la charge qu'on va prendre. »

D'après ce jeune technicien, avec 3 mégawatt de puissance et un

stockage de 7 mégawatt, le parc du Dahu, autre appellation de la centrale, ne pourrait pas assurer H24 sur la même fourchette. « Notre capacité d'injection dépend beaucoup plus du soleil qu'au stockage. Par contre, si à partir de 16h30 on réduit à moitié, voire un peu moins, on pourrait assurer jusqu'à 00h00mn voir au-delà », a-t-il souligné.

« Néanmoins, alimenter le soir n'est pas dans nos priorités, c'est plutôt un bonus, car sur le contrat c'est bel et bien marqué qu'on injecte la journée. Jusqu'à présent nous prenons tous les soirs, excepté hier, de Koimbani à Pidjani », a-t-il poursuivi. A l'en croire, il y a un projet en cours d'étude. Il s'agit d'après-lui, d'une station de transformation électrique par pompage (STEP). Ce qui permettra, selon lui d'alimenter une large zone le soir.

Maoulida Mbaé



ELECTIONS PRÉSIDENTIELLES DE 2024

Le parti SOMA appelle l'opposition à faire preuve de maturité

A l'approche de l'élection présidentielle de 2024, le parti SOMA brise le silence et bénéficie du soutien des maires de l'île d'Anjouan. Le secrétaire régional du parti appelle l'opposition à la maturité politique.

Les élections présidentielles auront lieu en 2024. Le parti SOMA n'a aucun doute sur la tenue du scrutin pour lequel le président Azali est déjà candidat à sa propre succession. « Nous appelons l'opposition non représentée d'ailleurs dans les îles à réagir comme des hommes matures politiquement. Le comorien a soif de développement et non de débats frivoles », lance le patron régional du parti SOMA, Nail Jaffar. Les maires appellent le gouvernement à réagir face à la précarité, le mauvais état des routes, et en finir avec les délestages électriques. Ils estiment que rien ne peut les faire reculer à part la loi.

« Il y aura des élections. Et pourquoi il n'y en aurait pas ? S'il n'y a pas d'élections, c'est-à-dire qu'Azali continue jusqu'en 2029. La loi est claire, et ce que nous attendons c'est le développement. On attend voir Azali terminer les chantiers des routes, c'est ce qui nous préoccupe », souligne



Mohamed Rassoul, maire de Mrémani qui estime que « parler d'élection en ce moment et surtout crier au boycott, je trouve cela immature. Et d'ailleurs l'opposition est en France, ici dans le pays il n'y a pas d'opposants constructifs » ajoute-t-il.

Le Maire de la ville d'Ouani, Ali

Chachoi recadre l'opposant qui a déjà travaillé dans plusieurs gouvernements sans rien faire. « L'opposition doit grandir. Elle doit être mature et retenir qu'elle ne dupera personne dans ce pays. On a besoin de développement et de paix dans ce pays, c'est le débat », dit-il. D'autres maires joints par télépho-

ne, soutiennent que l'urgence actuelle est la lutte contre la cherté de la vie, construire des routes et sauver des infrastructures à l'agonie à Anjouan.

Nabil Jaffar

Numéros utiles

Police

Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmerie

Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration

Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Mohéli: 772 01 37

Aéroport

Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Mohéli: 772 03 71

Port maritime

Moroni: 773 00 08
Mohéli: 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux

Moroni: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques

BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 773 43 43
Meck: 773 36 40

MAMWE

Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18



EXPERTISE FRANCE RECRUTE UN.E COORDINATEUR/TRICE DU PROJET ANJOUAN/MOHELI

Intitulé du poste : Coordinateur/trice du projet pour Anjouan/Mohéli

Lieu d'affectation : Anjouan avec des déplacements à Mohéli et en Grande Comore

Durée : 1 an renouvelable (sous réserve d'une période d'essai probant d'un mois pour la première année)

Ancrage du contrat de travail : société de portage

Date de prise de fonction envisagée : poste à pourvoir dès que possible

CONTEXTE

Le présent recrutement s'effectue dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Komor Initiative » en Union des Comores. Ce projet du Plan de Développement France-Comores (PDFC) et est en phase de démarrage. L'objectif général de Komor Initiative est de stimuler l'accès à l'emploi des jeunes comoriens et comoriennes à travers le renforcement et la modernisation du dispositif de formation socio-professionnelle et la structuration des dispositifs d'insertion et d'accompagnement vers l'emploi.

MISSIONS

Mise en œuvre des activités du projet Komor Initiative à Anjouan et Mohéli :

- Contribuer au suivi des actions soutenues à travers des subventions ;
- Participer à l'organisation de séminaires, de rencontres, d'échanges de bonnes pratiques, de capitalisation à destination des différents porteurs de projets ;

Mise en œuvre des activités du projet Komor Initiative spécifiques à Anjouan :

- Finaliser le développement et mettre en œuvre les activités pilotes de gestion locale de l'emploi au niveau de 4 communes, en lien avec les acteurs institutionnels insulaires (MDE, CCIA, etc.) ;
- Mobiliser les entreprises (informelles et formelles) et les acteurs de l'orientation-formation-insertion pour mettre en place des dispositifs de formation et d'insertion en lien avec le monde professionnel (apprentissage, stages, parcours, formation mobile, etc.) ;

Gestion et suivi technique et financier du projet à Anjouan et Mohéli :

- Participer, en lien avec l'équipe basée à Moroni, à la planification technique et budgétaire du projet et en suivre la mise en œuvre ainsi que la mise à jour de tous les documents projets utiles ;
 - Assurer la bonne coordination des activités entre Anjouan, Mohéli et l'équipe de Moroni en contribuant à la bonne circulation de l'information
- Cette liste n'est pas exhaustive.

PROFIL RECHERCHÉ

- Diplôme universitaire/de l'enseignement supérieur (master ou équivalent) en Gestion de projet /

Coopération internationale / Sciences politiques ou équivalent.

- 10 ans minimum d'expérience professionnelle en matière de pilotage stratégique, coordination et gestion opérationnelle de projets.
- Expérience de terrain dans la coopération internationale.
- Expérience dans la mise en œuvre de projets en faveur de l'emploi et/ ou de l'insertion est un plus
- Connaissance des acteurs de la coopération internationale
- Capacités organisationnelles et excellentes qualités de communication
- Capacité de travail en équipe à distance et en contexte multiculturel

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Les candidatures (CV actualisé et signé et lettre de motivation) doivent être envoyées à l'adresse mail suivante : rh.comores@expertisefrance.fr avec pour objet : « Candidature Coordinateur/trice Anjouan-Mohéli - projet Komor Initiative ». L'offre complète est disponible sur le site d'Expertise France : <https://lc.cx/ZdTtrC>

SOCIÉTÉ

Le CLAC de Nioumachoi a démarré ses activités

Les clubs de lecture de Nioumachoi en partenariat avec l'école communautaire (ECN) de cette ville viennent de lancer ce week-end leur première activité culturelle de l'année. Il s'agit de "la découverte des auteurs", à travers des projections vidéo et powerpoint, des auteurs dont l'extrait des œuvres figure sur la collection indigo utilisée au collège. L'activité a vu la participation de plusieurs élèves venus de différentes localités de la région.

Ahamadou Hampatebat et ses œuvres, en passant par Bernard Dadier, René Phylombe, Ahamadou Koné, Molière, Camara Laye et tant d'autres auteurs avec leurs œuvres

respectives ont été présentés ce week-end au CLAC de Nioumachoi aux élèves de l'école communautaire ECN de Nioumachoi et aux élèves venus d'autres localités de la région, mais surtout aux membres des clubs de lecture. 12 auteurs au total dont les œuvres ont été projetées et débattues. Il s'agit des auteurs dont des extraits des œuvres figurent dans la collection indigo utilisée au collège. « Et toutes ces œuvres existent au CLAC depuis 1995 » précise Ben Ymam Bacar coordinateur de sous réseau CLAC Mohéli.

L'objectif selon l'enseignant Assane Nassor, l'un des organisateurs, est de renforcer les acquisitions des élèves après la classe et échanger avec le public scolaire sur

ces auteurs et leurs œuvres pour donner goût à la lecture. Avec le peu de moyens qu'ils disposent, le directeur de l'ECN, en collaboration avec les clubs de lecture de Nioumachoi ont pu lancer avec succès cette première activité de l'année 2023.

« Les clacs sont des lieux de lecture d'information, de formation, les parents, les directeurs, les élèves ne doivent pas hésiter à fréquenter ces structures » martèle Ben Ymam avant d'appeler le ministère de la culture à « déployer des efforts pour le bon fonctionnement de ces structures dans l'ensemble du territoire ».

Riwad



La Gazette des Comores
BP 2216 Moroni - UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 - 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse postale : _____ email : _____
Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :
3 mois Montant : _____
6 mois Montant : _____
12 mois Montant : _____

Mode de règlement :
Espèces
Chèque n° _____
Virement bancaire réf. : _____

Moroni le _____
Signature : _____

Tarifs d'abonnement
(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Annuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	8 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127

UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement

MINISTRE DES TRANSPORTS MARITIME ET AERIEN

PROJET CONNECTIVITE INTER-ILES DES COMORES

SELECTION DES CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE MONDIALE
SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET

Recrutement d'un consultant (bureau d'études) pour la réalisation de l'audit du Projet Connectivité Inter-Îles des Comores (PICMC) de la phase préparatoire et la première année de la phase projet

Date de l'avis : 08 février 2023

L'Union des Comores a reçu un financement de la Banque Mondiale à hauteur de 20 000 000 de dollar américain, le 7 juin 2022, pour financer les coûts du Projet Connectivité Inter Îles des Comores (PICMC) et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées pour effectuer les paiements au titre du contrat : recrutement d'un consultant (bureau d'études) pour la réalisation de l'audit du Projet Connectivité Inter-Îles des Comores (PICMC) de la phase préparatoire et la première année de la phase projet.

Objectif de la mission

L'objectif de l'audit financier et comptable est d'exprimer une opinion professionnelle et indépendante sur la situation financière du Projet ainsi qu'il ressort des états financiers établis sur la base des informations financières, et s'assurer que les ressources mises à la disposition du projet sont utilisées aux fins pour lesquelles elles ont été octroyées en vue de l'atteinte des objectifs de développement. Les livres comptables du projet servent de base à la préparation des

états financiers et sont établis pour refléter les transactions financières relatives au projet.

Profil et qualifications requis :

Le bureau d'étude doit, entre autres :

Le Consultant doit être (i) un Cabinet d'audit et d'expertise comptable, indépendant et faisant profession habituelle d'auditer les comptes, (ii) régulièrement inscrit au tableau d'un ordre des experts-comptables membre de l'IFAC, et (iii) jugé acceptable par la Banque. Le Cabinet doit avoir une expérience confirmée en audit financier des comptes de projets de développement, notamment ceux financés par les bailleurs de fonds internationaux.

Le bureau doit entre autres, mobiliser les consultants suivants :

* Un Auditeur associé signataire ou cosignataire du rapport, justifiant d'un titre d'Expert-comptable inscrit au tableau d'un Ordre affilié à l'IFAC et d'au moins cinq (5) ans d'expérience comme associé.

* Un Chef de mission, un Expert-Comptable diplômé justifiant d'au moins 5ans d'expérience d'audit financier et ayant une bonne connaissance des procédures de gestion fiduciaire et audits de projets, et ayant également participé comme chef de mission à au moins 5 missions d'audit des projets financés par les partenaires de développement.

* Des auditeurs, justifiant d'un diplôme supérieur en audit et comptabilité (BAC C+4 au minimum), et ayant réalisés au moins 3 missions d'audit financier de projets et 5ans d'expérience professionnelle en audit financier

Les termes de références sont disponibles et peuvent être demandés à l'adresse ci-dessous, en version électronique.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets

d'Investissement (Quatrième édition – Novembre 2020). La méthode de sélection est « Sélection au Moindre Coût »

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et obtenir les termes des références à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : de 08 heures 30 à 16 heures (heure locale de Moroni – Union des Comores) du lundi au vendredi.

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou envoyées par email, aux adresses mentionnées ci-dessous au plus tard le 21 février 2023 à 16 heures (heure locale de Moroni – Union des Comores).

Adressé à : Monsieur le Coordinateur du Projet Connectivité Inter-Iles des Comores « Avis à Manifestation d'intérêt N°2023/02/MTMA/PICMC/AUDIT Intitulé du poste », Bureau de l'Unité de Gestion du Projet, Moroni Coulée - Route Garage Mrikao - Tél : +269 733 21 63 - Email: connectivitecomoros@gmail.com copie: coordi.connectivitecomoros@gmail.com, rmp.connectivitecomoros@gmail.com

EMPLOIS

La ruche, un concept novateur

Mercredi dernier, la société La Ruche a été lancée officiellement à Moroni. Deux associés, Asmahane Djibaba et Halifa Saïd se sont réunis pour créer cette société destinée à conseiller, guider et aider les jeunes entrepreneurs et les sociétés déjà existants à renforcer leur capacité managériale.

La définition classique veut qu'une ruche soit « une structure presque fermée abritant une colonie d'abeilles », celle qui vient d'être lancée a presque les mêmes caractéristiques, sauf qu'elle n'est pas tout à fait fermée. La Ruche est une société qui a pour objet de contribuer à « l'accroissement de l'activité économique de la création d'entreprise, de la formation continue et du développement des compétences en Union des Comores ». Elle s'est fixée trois objectifs (former, incubé, intégrer) déclinés ainsi à « aider à la création d'entreprise, former les équipes des entreprises déjà existantes et intégrer des nouvelles compétences dans le monde de l'entreprise ».

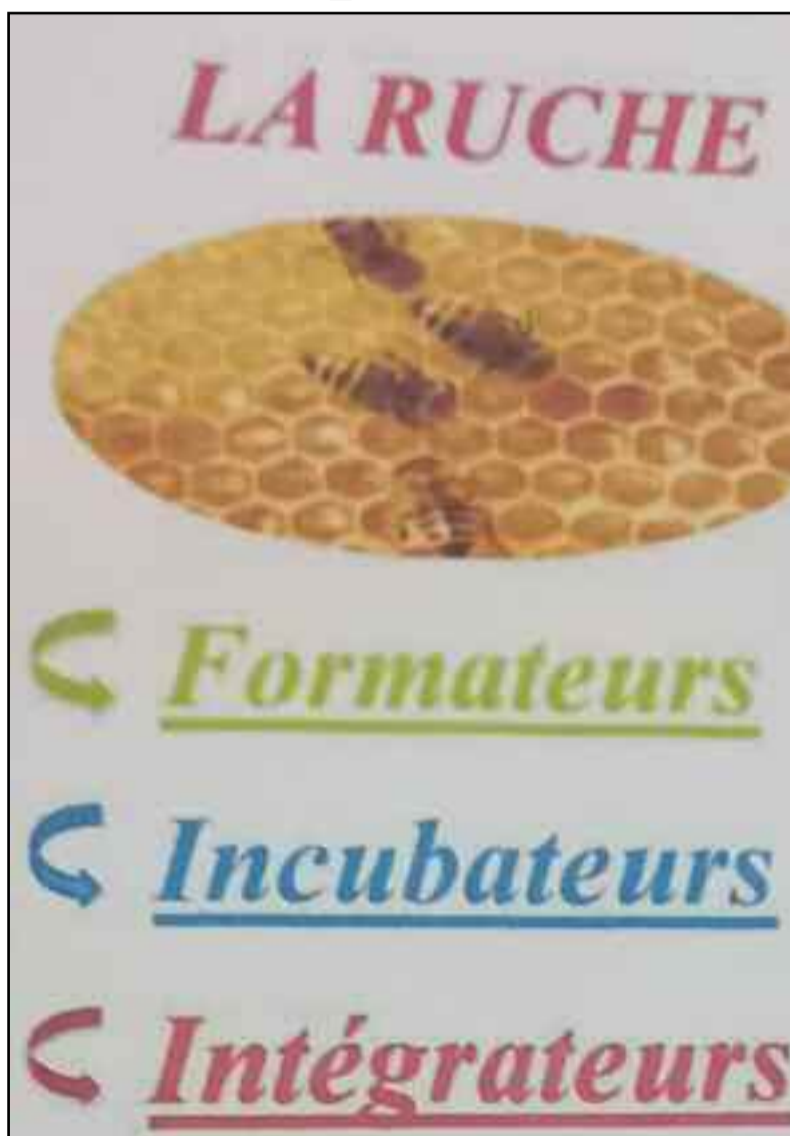
Pour la réalisation de tous ces objectifs, la société va mobiliser les ressources nécessaires afin d'aider les différentes entités à parvenir à leurs objectifs. « La Ruche mobilise ses experts mais aussi des compétences nationales et internationales pour apporter la réponse à votre

demande », peut-on lire dans les supports distribués par la société aux invités. Dans la création d'entreprise, au delà de la formation, La Ruche va cibler les activités génératrices de revenus réguliers pour les proposer à sa clientèle mais aussi assurer un service après vente en assurant la fidélisation des clients auprès de l'entreprise.

Pour les jeunes sans ressources et qui veulent se lancer dans le monde des entreprises, La Ruche se dit disposée à les accompagner jusqu'à ce qu'ils atteignent leurs objectifs. « Nous allons les accompagner jusqu'à ce qu'ils obtiennent les fonds et les encadrer ensuite dans la création de leurs entreprises », nous a confié Asmahane Djibaba. Pour la création d'entreprise, La Ruche accompagne ses clients sur trois étapes à savoir dans l'élaboration du Business Plan, le choix du modèle économique mais et surtout dans la recherche des financements.

Comme incubateur, La Ruche va jouer pleinement son rôle de conseil tout en assurant la formation et chercher les financements. Pour le suivi, la société va « accompagner les clients pour faciliter l'intégration des nouvelles compétences mais aussi, les aider à développer leurs activités au moins une année après l'obtention de leur immatriculation ».

AS Badraoui



La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Saïd Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Saïd Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 Maoulida Mabé
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riwad
 A Bardraoui
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Saïd Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45



Ministère de l'agriculture,
de la Pêche et de l'Environnement,
du Tourisme et de l'Artisanat



DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE

PROJET INTÉGRÉ DE DÉVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEURS
ET DE LA COMPÉTITIVITÉ (P164584), CRÉDIT IDA 6423 KM

COORDINATION NATIONALE DU PROJET
Réf. n° 2023/002/ MAPETA/PIDC/AMI/ECVA

SOLLICITATION DES MANIFESTATIONS D'INTÉRÊTS POUR LE RECRUTEMENT D'UN(E) EXPERT(E) EN CHAINES DE VALEURS DANS LE SECTEUR AGRICOLE, TOURISME ET TRANSPORT

1. Le PIDC est une initiative du Gouvernement Comorien, avec l'appui financier de la Banque Mondiale, visant à réduire la pauvreté en soutenant la croissance économique de certaines régions à fort potentiel.

Les composantes du Projet, qui correspondent à un investissement total évalué à US\$ 25 millions, sont les suivantes :

- *Renforcement de la compétitivité des chaînes de valeur cibles et du secteur privé
- *Appui direct aux entreprises
- *Gestion de projet, Suivi/Évaluation, et Renforcement des Capacités.

Dans le cadre de la mission, le PIDC lance un Avis à Manifestation d'Intérêt, pour recruter un (e) Expert (e) en Chaines des Valeurs dans le secteur Agricole, Tourisme et Transport pour une durée de six (06) mois renouvelables, dans l'objectif de renforcer le service d'appui au développement des chaines de valeurs agricoles du projet.

2. Description des tâches

Afin d'atteindre les objectifs et de produire

les différents livrables attendus, le deuxième expert en chaines de valeurs agricoles sera responsable des tâches décrites dans les tdrs (voir Tdrs).

3. Profil et expériences requises du candidat

- Être titulaire d'un diplôme d'études supérieures (Bac+5 au minimum) dans le domaine de l'économie, agroéconomie, en développement agricole ou rural, le marketing des productions agricoles, ou toute autre discipline apparentée ;
- Avoir au minimum de cinq (5) ans d'expérience réussies dans le domaine de l'agriculture et/ou économique, de l'agrobusiness en général et dans la conception et la mise en œuvre de projets de chaînes de valeur et agribusiness en particulier ;
- Avoir au minimum deux (2) ans d'expériences professionnelles pertinentes dans la conduite d'études et analyses liées aux chaînes de valeur et au développement agricole
- Bonne expérience dans la gestion de projet de développement et la promotion des chaînes de valeurs agricoles, tourisme et transport ;
- Bonne connaissance des problématiques du

développement du pays en particulier les secteurs porteurs de croissances aux Comores ;

- Bonne connaissance du secteur privé du pays et du milieu rural en particulier ;
- Expérience dans le secteur privé est un atout majeur

4. Procédure et méthode de sélection

La procédure de sélection sera conduite conformément au Règlement de Passation des Marchés du projet et suivant les recommandations de procédures liées aux emprunteurs sollicitant des Financements des projets d'investissement de la Banque Mondiale.

- * Le recrutement sera effectué par appel à candidatures et comportera deux (2) phases :

Une phase de présélection des candidats par l'établissement d'une liste restreinte des candidats qualifiés pour le poste au regard de l'analyse de leurs CV ;

- * Une phase d'interview des candidats présélectionnés.

Le candidat retenu à l'issue de la phase d'interview sera invité à une séance de négociation de son contrat de travail.

5. Les dossiers de candidature devront comprendre les documents suivants :

- Une lettre de motivation datée, signée et adressé au coordonnateur du projet ;
- Un curriculum Vitae (CV) détaillé et avec photo, incluant les références de trois (3) personnes pouvant attester des compétences techniques et qualité interpersonnelle du candidat ;
- Les copies des diplômes et des attestations de travail figurant sur le CV.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires concernant les TDR, en nous contactant à l'adresse email ci-dessous. Les manifestations d'intérêts doivent être rédigées en français et être déposées par email ou physiquement à l'adresse mentionnée ci-dessous **au plus tard, le 02 mars 2023 à 15 h 00 (heure locale en Union des Comores).**

Adressé à : Monsieur le Coordonnateur du Projet PIDC « Manifestation d'intérêt Réf. n° 2023/002/MAPETA/PIDC/AMI/ ECVA au secrétaire du PIDC. MAPETA, Mdé Ex-CFA-DER. Email projetpidc@gmail.com

Lancé, le 16 février 2023